

CONFIDENTIEL

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENQUÊTE CODE DE DÉONTOLOGIE DES MEMBRES DU CONSEIL ET DES CONSEILS LOCAUX

Informations du requérant

Nom : _____

Adresse postale : _____

Ville : _____ Prov. : _____ Code postal : _____

N° tél. maison : _____ Travail : _____ Cellulaire : _____

Adresse courriel : _____

Je, _____ (nom complet)
de _____ (ville de résidence), en/au _____ (province)

1. Je connais personnellement les faits décrits dans cette demande d'enquête, parce que :
(énumérer brièvement les raisons, ex : Je travaille pour... j'ai assisté à une réunion où..., etc.)

2. J'ai des motifs raisonnables et probables de croire que :
(préciser le nom du ou des membres du conseil de la ville de Hawkesbury/membre d'un conseil local)

_____ a contrevenu à/aux l'article(s) _____ (spécifier)

du Code de déontologie. Les détails sont les suivants :

(Décrire les faits dans des paragraphes numérotés consécutivement dans l'espace ci-dessous, en limitant chaque paragraphe à un fait. Si vous avez besoin de plus d'espace, veuillez utiliser l'Annexe « A » ci-joint. Si vous désirez joindre des pièces justificatives, veuillez les identifier en tant que Pièce A, B, C, etc.)

(Si la plainte concerne un fait survenu il y a plus de 180 jours, vous devez expliquer la raison pour laquelle vous faites cette plainte si tardivement.)

3. La présente plainte a pour but de demander qu'une enquête soit ouverte sur cette affaire et sans but injustifié.

Signature du/de la plaignant(e)

Date

Veillez libeller votre chèque au montant de \$250.00, au nom de :

Corporation de la ville de Hawkesbury
Commissaire à l'intégrité
600 rue Higginson
Hawkesbury (Ontario) K6A 1H1

Cet affidavit est fait dans le but de demander que cette plainte soit examinée par le commissaire à l'intégrité de la ville de Hawkesbury et pour aucune autre fin ou motif illégitime.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT OU AFFIRMÉ
SOLENNELLEMENT devant moi

au _____
(ville, village, etc.)

la _____
(date)

(signature du commissaire à l'assermentation)

(signature du plaignant/e)

Veillez noter que signer un affidavit contenant une fausse déclaration peut vous exposer à des poursuites en vertu des articles 131 et 132 ou 134 du Code criminel, L.R.C. 1985, ch. C-46 ainsi qu'à une responsabilité civile pour diffamation.

**Annexe “A”
(renseignements additionnels)**

